

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/7

G/SCM/W/15

10 juillet 1995

(95-1909)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
VENEZUELIEN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les questions présentées par écrit par l'Australie en vue de l'examen des législations qui aura lieu lors de la prochaine réunion du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires.

1. Quels sont l'objet et la raison d'être du paragraphe 2 de l'article 8 du Règlement d'application?
2. Comment le Venezuela fait-il concorder le chiffre de 20 pour cent indiqué au paragraphe 3 de l'article 8 du Règlement avec celui de 5 pour cent mentionné dans la note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 de l'Accord antidumping?
3. Qu'est-ce que le Venezuela envisage de faire en ce qui concerne les subventions qui ne donnent pas lieu à une action parce qu'elles satisfont aux critères et conditions énoncés à l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions ou à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?
4. L'article 50 du Règlement semblerait autoriser la Commission à conclure à l'existence d'un préjudice important sans que les conditions énoncées au paragraphe 3 soient remplies. Si tel est le cas, comment le Venezuela assurera-t-il le respect de l'obligation qui lui incombe de démontrer l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale comme le prévoient l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions?
5. A l'article 58 du Règlement, la référence qui est faite à "la réduction des exportations desdits produits" laisse-t-elle entendre qu'il s'agit d'une restriction quantitative plutôt qu'à un engagement en matière de prix? En quoi est-ce compatible avec l'article 8.1 de l'Accord antidumping?
6. Qu'est-ce que le Venezuela envisage de faire au titre de l'article 7 de la Loi, ou d'un autre article, en ce qui concerne la conversion de monnaies, lorsqu'il procédera à une comparaison équitable du prix à l'exportation et de la valeur normale, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping?

./.

7. Qu'entend-on au paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi par "affecte sensiblement les résultats de l'enquête" ?

8. Comment peut-on faire concorder le paragraphe unique de l'article 12 de la Loi avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping et l'article 15.3 de l'Accord sur les subventions, qui n'autorisent le cumul que lorsque les pays concernés font simultanément l'objet d'une enquête et lorsque sont remplies les conditions énoncées dans ces deux articles, en ce qui concerne le niveau *de minimis* et le volume négligeable des importations?

9. Comment assurera-t-on que l'ouverture d'une enquête par la Commission de sa propre initiative, comme le prévoit l'article 38 de la loi, satisfera aux critères énoncés à l'article 5.6 de l'Accord antidumping et à l'article 11.6 de l'Accord sur les subventions?

10. Comment assurera-t-on que la Commission mettra fin aux enquêtes, conformément aux dispositions concernant les marges/subventions *de minimis* et les volumes négligeables de marchandises faisant l'objet d'un dumping/d'une subvention?

11. Le Venezuela pourrait-il expliquer les procédures relatives à l'imposition de mesures provisoires. Y aura-t-il une enquête formelle et un rapport (l'article 53 de la Loi ne semble s'appliquer qu'aux déterminations finales)? Comment seront respectées les obligations énoncées dans l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions, notamment le délai minimum de 60 jours à compter de la date d'ouverture d'une enquête destiné à permettre que l'enquête soit menée comme il convient? Quelle procédure d'enquête sera suivie au titre du paragraphe unique de l'article 60 de la loi?

12. Les dispositions de la Décision 283 diffèrent quelque peu de celles de la Loi et du Règlement. Quel est le rapport entre la Décision 283 et la Loi et le Règlement? Le Venezuela pourrait-il expliquer ce qui se passerait en vertu de la Décision 283? L'article 2 de la Décision 283 semble prévoir l'application de mesures antidumping/compensatoires contre un pays tiers ou de mesures antidumping/compensatoires collectives. Dans le premier cas, les procédures prévues à l'article VI du GATT de 1994 seront-elles suivies, et dans le second, comment pourrait-on justifier ces mesures au regard de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions?